

Mayotte : Une Éco-Résilience pour un Nouveau Durable et Inclusif

Mots clé : Mayotte - Éco-résilience - Cyclone Chido - Précarité - Urbanisation - Inégalités - Reconstruction - Logement – Concertation - Développement – Inclusion

Dans l'embrasement furieux d'un cyclone dévastateur, Mayotte se présente au monde comme le visage nu d'une vulnérabilité enracinée. Le 14 décembre 2024, le cyclone Chido a balayé l'île, comme un rappel affligeant des failles sociales et politiques qui couvent depuis bien avant l'annonce de cette fureur naturelle. Cette tragédie appelle une profonde réflexion sur les mécanismes de précarité exacerbée par des politiques inefficaces. Mais elle invite aussi à une méditation sur l'impératif nécessaire d'une construction repensée, allant bien au-delà de la simple reconstruction, guidée par le principe d'éco-résilience. Cette démarche novatrice donne à Mayotte l'opportunité de se transformer tout en renforçant son intégrité écologique, sociale et économique.

Mayotte, île de l'océan Indien, devenue département français en 2011, incarne un rêve de développement qui s'est trop souvent heurté à la dure réalité économique et sociale. Avec 77 % de sa population vivant sous le seuil de pauvreté national et un revenu médian de 260 euros par mois, ce territoire figure tristement comme l'un des plus précaires de la République. Ces chiffres, à eux seuls, racontent l'histoire d'une opportunité manquée d'activité économique inclusive et de solidarité sociale.

Depuis sa départementalisation, Mayotte a été le théâtre de crises récurrentes touchant aux aspects aussi vitaux que l'accès à l'eau, la sécurité, la santé, le logement et l'immigration. Chacune a laissé des cicatrices profondes, révélant les limites d'un système administratif luttant pour maintenir un équilibre instable. Alors que les Mahorais espéraient une amélioration post-départementalisation, le poids des attentes déçues a commencé à broyer leur élan.

Le cyclone Chido : révélateur des fractures sociales

Les vents furieux de Chido, soufflant à plus de 210 km/h, ont non seulement détruit infrastructures et habitats, mais ont surtout étalé au grand jour la précarité extrême de l'île. Lorsque les éléments se déchaînent, ceux qui vivent dans des *bangas*, ces bidonvilles où se piétinent plus d'un quart de la population, sont les premiers foyers sinistrés. Les images de dévastation interpellent par leur brutalité, témoignant d'une architecture sociale construite sur des sables mouvants d'iniquité et de marginalisation.

À travers cette tempête, les inégalités latentes se sont cristallisées en une question plus large : comment une politique migratoire et de logement inadaptée a-t-elle pu alourdir le fardeau des victimes ? Largement représentés dans les bidonvilles – 65 % des habitants sont étrangers, dont une partie en situation irrégulière. Mais réduire cette tragédie à la question migratoire ne rend pas justice à sa complexité. D'autant plus que les deux tiers des ménages touchés dépendent de chefs de famille en situation régulière. L'indignité du logement imposé aux sinistrés ne résulte que partiellement du statut administratif et davantage d'un contexte de pauvreté généralisée.

Des politiques répressives et leur impact sur la précarité

L'appréhension sécuritaire des dynamiques sociales et migratoires a engendré des pratiques loin de contribuer à la stabilité. Mal-adaptés, contre-productifs et facteur d'accroissement de vulnérabilité, par analogie avec l'opération Wuambushu de 2023, ces gestes autoritaires ont peiné à endiguer la précarité et ont souvent déçu le ressentiment. Défendue pour s'attaquer à la criminalité et à l'insalubrité, cette opération a davantage disloqué la communauté : 1 800 agents mobilisés pour détruire 700 habitations en tôle, tandis que les déplacés peinaient à trouver un toit fiable malgré les promesses de relogement à très court terme.

Cette approche a eu pour conséquence in fine de propulser les plus pauvres vers des habitations encore plus dangereuses, loin des centres, là où l'isolement devient synonyme d'anonymat fatal. Par cette opération, 22 000 expulsions vers les Comores ont accompagné le défrichage inquiétant des bidonvilles, plaçant Mayotte dans un engrenage de violence sociale et de tension accrue.

Une urbanisation incontrôlée : le terreau de la catastrophe

En quelques décennies, la silhouette de Mayotte a changé : le tissu rural, autrefois paisible, a été fragmenté par une urbanisation effrénée, impulsée par l'afflux migratoire et la poussée démographique. Quintuplée ces quarante dernières

années, la population a densifié le paysage, transformant l'harmonie ancienne des plantations et forêts en des étendues artificielles fragmentées.

Face à la géographie de l'île - 56 % exposés à des aléas naturels majeurs - la précarité des habitats est devenue un défi incontournable. Construits souvent sur des pentes risquées, ces habitats insalubres se sont multipliés, promesses d'instabilité pour ceux qui occupent aujourd'hui leur flan. Entre les lignes des villes, un réseau de bidonvilles se dessine, abritant des populations hétérogènes mais quasi-universellement trop indigentes pour prétendre à un logement social acceptable. L'occupation nécessaire des pentes s'est muée en symbole d'une insécurité écologique et humaine permanente.

Pour une éco-résilience proactive : au-delà de la reconstruction

Contrairement à un simple retour à l'état d'avant le cyclone, Mayotte doit envisager sa "construction" sous l'égide d'un élan nouveau, inspiré par l'idée d'éco-résilience, comprise comme une capacité proactive à s'adapter et à innover face aux menaces.

L'impératif est triple : anticiper les aléas futurs, s'adapter aux nouvelles données tout en transformant les faiblesses perçues en leviers de renouveau vers un modèle écologique et solidaire. À cette fin, l'éco-résilience représente la stratégie harmonieuse qui lie lien social, respect environnemental et dynamisme économique, forgeant ainsi un projet territorial porteur pour le long terme.

Vers une refondation intégrative

Le renouveau de Mayotte doit se reposer sur un modèle d'habitat durable, inclusif et respectueux de l'environnement, engageant chacun des acteurs dans sa réalisation à chaque échelle locale. La transformation de sa matrice de gouvernance doit naviguer entre innovation sociale et préservation écologique, rééquilibrant l'héritage natal et exaltant le destin commun partagé entre chaque composante de sa population.

Cela nécessite de la planification minutieuse, repensant la sécurité, accordant à chacun la chance d'accéder à un logement sain et à des infrastructures résistantes. La mise en œuvre d'un réseau d'eau et d'électricité étendu, la stabilisation des pentes, la sécurisation des zones habitées, tout cela doit s'inscrire dans une vision cohérente et collective, mobilisant créativité et résilience communautaire.

La nouvelle loi annoncée par le président Macron pour enrayer la prolifération des bidonvilles sera bien avisée de s'inscrire dans la cadre d'un plan écosystémique. Celle-ci doit assumer les responsabilités publiques en garantissant à chacun un logement digne, pérenne, sans compromis discriminatoire.

Dans son sillage, le souffle du cyclone Chido pourrait fort bien insuffler un éveil des consciences et une détermination renouvelée. Mayotte, aujourd'hui encore vulnérable, peut émerger de la tourmente avec les clés d'un avenir réconcilié. En épousant l'éco-résilience, l'île a la possibilité de devenir un modèle de symbiose entre le progrès et les traditions, entre l'humain et l'environnement.

Ce cheminement réinvente le développement qui tient compte, non plus uniquement, des exigences économiques immédiates, mais surtout d'une harmonisation durable et systématique où chaque individu est acteur de son propre renouveau. Par l'enlacement des cœurs, des esprits, et des savoir-faire, construisons ce destin — durable, serein et uni. C'est ici que se joue l'avenir de Mayotte ; que la détermination à bâtir, ensemble et autrement, dessine ses contours sur les rives d'un océan de possibilités.